

visual effect of the composition is what is paramount.... I have used cows, milkmaids, roosters, and provincial Russian architecture as a source of form because these are a part of the country from which I come and these things, without doubt, have left a deeper impression in my visual memory than all the other impressions I have received. (*Marc Chagall on Art and Culture*, pp. 78–79)

As this quotation shows, Chagall's personal reflections — on painting, on his life, and on the history that took place around him — are crucial for understanding his art. They are also fascinating sources for the historian, especially in addressing the revolutionary changes that affected East European Jews in the twentieth century.

Carolyn Kay
Trent University

HELLER, Henry — *Anti-Italianism in Sixteenth-Century France*. Toronto: University of Toronto Press, 2003. Pp. 307.

Dans ce livre, Henry Heller soutient que, sous les derniers Valois, de nombreux Français se soulevèrent contre l'influence indue des Italiens dans les affaires économiques, financières, politiques et religieuses du royaume. Apparue d'abord dans les cercles humanistes, ce sentiment xénophobe gagna progressivement l'ensemble de la population française. Tous, qu'ils soient paysans, bourgeois, nobles, catholiques ou protestants, pouvaient avoir une bonne raison d'en vouloir aux péninsulaires. Il est vrai que ces derniers contrôlaient une partie importante du commerce français et que, par leurs banques, ils étaient devenus les créanciers les plus importants des rois de France. Cette situation privilégiée leur permettait d'obtenir des postes importants à la cour et dans la hiérarchie ecclésiastique. La xénophobie qui se développa à leur endroit joua donc, selon l'auteur, un rôle central dans les principaux événements des guerres civiles, notamment le massacre de la Saint-Barthélemy, les états-généraux de Blois de 1576–1577, la révolte de la Ligue et le triomphe final d'Henri IV. Selon Heller, si l'anti-italianisme n'était pas le thème dominant dans les controverses de l'époque — la religion et la politique y occupaient beaucoup plus de place —, « it certainly was an important sub-theme which can illuminate the central political and religious questions of the period. » (p. 19).

Le livre de Heller a le mérite de nous présenter une vision plus nuancée de la présence italienne en France à l'époque des Guerres de religion. Il a raison de noter que l'anti-italianisme est un sous-thème qu'il faut prendre davantage en considération lorsque l'on analyse la situation française de l'époque, même si on pourrait l'élargir pour parler d'une hostilité plus générale contre les étrangers, plutôt que de ne réserver cet état d'esprit qu'aux Italiens. On doit toutefois regretter que l'auteur oublie sa prudence initiale (« Anti-Italianism was by no means the dominant theme of late-sixteenth-century French history. Religion and politics were more important », p. 19) pour faire de ce sentiment l'explication unique permettant de comprendre les événements du temps.

Mais l'immense problème de ce livre, et le malaise que l'on ressent lorsqu'on le lit, viennent du fait que l'auteur cherche à démontrer que l'opposition entre Français et Italiens résidant en France durant la deuxième moitié du XVI^e siècle est « a case of early ethnic conflict in European history » (p. 3). Deux questions se posent ici : sommes-nous en présence de deux ethnies? Si oui, sommes-nous en présence d'un conflit ethnique? Pour répondre à l'affirmative à la première question, Heller s'appuie sur les travaux d'Anthony Smith selon lequel une communauté ethnique possède six caractéristiques : « a collective name [...] a common myth of descent [...] a shared history [...] a distinctive shared culture [...] an association with a specific territory [...] a sense of solidarity » (*The Ethnic Origins of Nations*, Oxford, Blackwell, 1986, p. 22–30). Les Français du temps partageaient-ils un nom, une langue, une histoire, une culture communes? Peut-être peut-on répondre par l'affirmative si l'on ne considère que certains membres, de plus en plus nombreux d'ailleurs, de l'élite politique et intellectuelle du temps. Mais il faut répondre par la négative pour la vaste majorité paysanne des Français qui vivaient encore, dans cette seconde moitié du XVI^e siècle, dans des cadres régionaux, voire locaux. Ces paysans, de plus, auraient eu d'ailleurs probablement beaucoup de choses à redire sur le sens de la solidarité que tous les habitants du royaume devaient posséder s'ils formaient une véritable ethnie. Heller a lui-même publié un livre dans lequel il cherchait à démontrer que le premier XVI^e siècle, loin d'être la période de grâce décrite par de nombreux historiens, avait été marqué par des tensions sociales grandissantes (*Iron and Blood: Civil Wars in Sixteenth-Century France*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1991). Même si l'on considère que la nature, l'intensité et les formes d'expression de l'ethnicité sont par nature variables (Okwudiba Nnoli, « Ethnicity », dans *The Oxford Companion to Politics of the World*, 2^e éd., sous la direction de Joel Krieger, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 265–267), il n'en reste pas moins que le sens de l'appartenance commune à une ethnie n'est pas généralisé en France à cette époque, pas plus qu'en Italie d'ailleurs – pour ne considérer qu'une variable, les « Italiens » ne possédaient pas de langue commune à cette époque. Selon Heller, la xénophobie de la Ligue venait du fait qu'il s'agissait essentiellement d'un phénomène urbain et bourgeois qui s'opposait à l'élite financière qui contrôlait le royaume : l'ethnicité française se limitait-elle à la bourgeoisie urbaine?

L'utilisation du concept de conflit ethnique pose également problème. Il est généralement entendu qu'un conflit ethnique éclate lorsque deux groupes (rarement plus) facilement identifiables se battent violemment pour le contrôle d'un territoire qu'ils partagent, ou pour fonder un État indépendant à l'intérieur de ce territoire. Si un tel conflit existait dans la France de la deuxième moitié du XVI^e siècle, il était à sens unique. Les banquiers, financiers et courtisans Italiens prenaient la place qu'on voulait bien leur laisser, jamais ont-ils fait preuve de violence pour prendre le contrôle de l'État français. Deuxièmement, la violence manifestée par les Français à leur égard était toute relative, malgré ce que veut nous faire croire Heller. Prenons sa discussion autour de la Saint-Barthélemy. En 1569, il nous dit que l'ambassadeur vénitien à la cour de France rapportait que les Italiens étaient en danger d'être attaqués dans les rues de Paris. En juin 1572, une émeute ayant pour cible les Italiens éclata dans les rues de la ville. Il n'est pas précisé si ce sont *tous* les Italiens qui

sont visés, ou seulement certains d'entre eux. Aux lendemains de la Saint-Barthélemy, un Florentin écrivit qu'aucun Italien n'avait été en danger d'être attaqué à cette occasion. D'autres contredisaient cette opinion, mais ils étaient Italiens et protestants. Et si l'ambassadeur de Venise affirmait pour sa part que c'était un miracle que la Saint-Barthélemy ne soit pas devenue une émeute populaire contre l'élite, Heller voit dans cette remarque « Undoubtedly [...] a reference to the several hundred Italians among other foreigners living in the city » (p. 82). D'où lui vient cette certitude? On ne le sait pas. Puis, Heller mentionne d'autres émeutes visant les Italiens en 1575. Qu'est-ce qui, dans ces éléments, permet à l'auteur d'affirmer que la tension contre les Italiens ne cessait de monter à Paris et que c'était la protection qu'ils recevaient de Charles IX et de Catherine de Médicis qui les sauva d'un massacre dont furent finalement victimes les huguenots : « Unable to get at the Italians, the mob channelled its anger toward the Huguenots who became its scapegoats » (p. 113)? On ne peut que penser que c'est le désir de l'auteur de faire de cette situation d'ensemble un conflit ethnique digne de ce nom qui l'a amené à une telle conclusion.

La vision qu'offre Heller des Guerres de religion est souvent dérangeante, parce qu'unidimensionnelle. Dans ce livre, il oublie complètement les tensions politiques et religieuses de l'époque pour n'insister que sur une problématique socio-économique. Ce faisant, il fait pendant à d'autres auteurs qui, dernièrement, n'ont privilégié qu'une analyse religieuse pour expliquer ces conflits. Deux positions extrêmes, alors que leur objet d'étude montre clairement les dangers de l'extrémisme.

Michel De Waele
Université Laval

HERRMANN, Irène — *Genève entre République et Canton. Les vicissitudes d'une intégration nationale (1814–1846)*, Genève et Montréal, Éditions passé présent/Presses de l'Université Laval, 2003, 559 p.

Connue pour ses études originales et novatrices sur les rapports entre Genève et la Suisse sous la Restauration, Irène Herrmann, dont nous rendons compte de l'ouvrage ici, présente un livre novateur. À la fois idéalisée et glorifiée, caractérisée par la politique du progrès graduel, suivie par le gouvernement conservateur genevois de l'époque, la Restauration genevoise n'avait jamais été abordée de façon originale et approfondie au niveau de ses acteurs principaux, à savoir l'élite et le peuple. L'élite est ici définie comme le groupe de ceux qui exercent directement le pouvoir ou qui l'influencent, bien que pour notre part nous eussions préféré les termes de gouvernants et gouvernés.

Élite protestante traumatisée par les troubles que Genève connut au XVIII^e siècle, pour ne pas faire mention de l'intermède révolutionnaire et napoléonien, le patriciat genevois mena une politique consensuelle à l'égard des « nouveaux Genevois », majoritairement catholiques, cédés à Genève par le traité de Turin de 1816. Cette population de souche savoyarde sera à l'origine de tensions religieuses, peu nom-